

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Reboux-Tourcoing: Trois mois... 13.50
Six mois... 26.00
Un an... 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois... 18 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annoncées: la ligne... 20 c.
Réclames: " " " " 30 c.
Faits divers: " " " " 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. Ouzant, Libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAYAT, LAFFITE et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires; (plate de la Bourse); à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICATION.

BOURSE DE PARIS	
10 mars	
3 0/0	66 50
4 1/2	94 25
Emprunts (5 0/0)	103 90
14 MARS	
(Service gouvernemental)	
3 0/0	67.87 1/2
4 1/2	94 75
Emprunts (5 0/0)	103 15
Services particuliers du Journal de Roubaix	
Actions Banque de France	3640 00
Société générale	537 00
Credit Foncier de France	838 00
Chemins autrichiens	615 00
Est	960 00
Lyon	580 00
Ouest	640 00
Nord	1201 00
Midi	715 00
Sud	752 00
Orléans	29 0/0
Actions Banque ottomane (ancienne)	430 00
Banque ottomane (nouvelle)	000 00
Londres cour	25 21 0/0
Orléans	196 00
Turc	18 40

DRÉCHES COMMERCIALES

Service particulier du Journal de Roubaix
New-York, 11 mars.
Change sur Londres, 4.86 0/0; change sur Paris, 512 3/4
Valeur de New-York, 114 5/8
Café paraïfa, (la livre) 16 1/2
Café paraïfa, (la livre) 17 0/0
Marché ferme

Dépenses de MM. Schlegelhaufen et Compagnie à Roubaix par M. Balleau Desbrosses

Havre, 11 mars.
Cotons: Vente 2,500 b. Bonne demande, ordinaire 78.
Liverpool, 11 mars.
Cotons: Vente 12,000 b. Hausse 1/16
New-York, 11 mars.
Cotons: Vente 12,000 b.
Cotons: Vente 12,000 b. Marché soutenu. Orléans 6 9/16, Upland 6 1/4, Stock 849.

Havre, 10 mars.
Cotons: Vente 1,250 b., Amérique ferme.

New-York, 10 mars.
Recettes 60,000 b.

ROUBAIX 11 MARS 1876.

Bulletin du jour

Ainsi que nous le constatons hier, le nouveau ministère est la représentation des doctrines et des ambitions du centre gauche. Assurément, si l'on nous demandait si nous préférons la combinaison qui a prévalu avec M. Ricard à celle qui menaçait de prévaloir avec M. Casimir Périer, nous voterions, sans hésitations, non pour celle-ci, mais pour celle-là. Est-ce à dire pourtant que l'expédient auquel on s'est arrêté donne satisfaction à nos vœux et à nos espérances? Nous ne saurions déguiser à ce point la vérité. Sans doute, nous préférons M. Ricard à M. Casimir Périer, mais, il est plusieurs

personnages, et nous n'avons pas à les désigner, parce que M. le maréchal et ses conseillers les connaissent bien, que nous eussions préférés à M. Ricard. Au surplus il ne s'agit pas maintenant d'examiner ce qu'on eut pu faire, mais de juger ce qu'on a fait. Le cabinet du 10 mars est-il viable? La combinaison qui a prévalu durera-t-elle? Telles sont les deux questions que s'adresse aussi bien le monde politique que le monde des intérêts. A ces deux questions les journaux radicaux et surtout les journaux qui passent pour réfléchir la pensée de M. Gambetta et des autres chefs de la gauche, répondent seuls avec franchise et autorité: ils répondent négativement.

L'Économiste raille les optimistes qui accordent à ce ministère un mois de durée. La République française cache pas son mécontentement et pousse la désapprobation jusqu'à la menace. Le Rappel et les Droits de l'homme vont jusqu'à l'insulte. Mais c'est assez, le cabinet où l'on vient d'introduire M. Ricard n'aura donc l'appui d'aucune fraction des gauches. Peut-il subsister sans cet appui? Parlementairement, il ne le peut pas; effectivement il le peut. Ce cabinet peut subsister en puisant son autorité non dans la pensée des chambres, mais dans la pensée du maréchal, en s'inspirant non des caprices du vote quotidien, mais de la permanence des intérêts, en représentant non le Parlement, mais le chef de l'État. Mais dès lors, et puisqu'on pourrait prévoir qu'il faudrait se soustraire aux règles du régime parlementaire, puisqu'il était visible qu'on ne pouvait concilier les volontés du Parlement et les devoirs de l'exécutif, pourquoi n'être pas sorti résolument, franchement et sans hésitations ni moyens termes, de la voie que l'on avait suivie jusqu'ici et n'avoir pas constitué avec hardiesse et décision un ministère extra-parlementaire? Les éléments du ministère existaient-ils profonds dans le Sénat et même dans la Chambre des députés?

On avait devant soi, même si l'on voulait ne choisir que des hommes étrangers et qui n'eussent été depuis cinq ans ni les ministres de M. Thiers ni les coopérateurs de M. de Broglie, on avait devant soi, même si l'on voulait se borner à la bourgeoisie et même le Rampon. Un cabinet composé de tels hommes, ou formé sous leurs auspices ont été la manifestation la plus légale mais aussi la plus significative des volontés du chef de l'État. Sa constitution eut donné à réfléchir à M. Thiers et à M. Gambetta, et à M. Naquet lui-même; il aurait eu la signification non d'une menace, mais d'un avertissement. Ce cabinet eut marqué que M. le Maréchal ne courrait point au devant des conflits, mais aussi ne les redoutait guère et les réprimerait au besoin, légalement et en vertu de son droit.

Le cabinet nouveau présente donc tous les inconvénients d'un ministère extra-parlementaire sans en présenter les avantages. Il contient la rédaction du Journal des Débats, mais ce n'est peut-être pas suffisant par le temps qui court. Ce ministère est la floraison du centre gauche. Mais les fleurs passent vite, et quels sont les fruits que nous promet-tent celles-ci? Il est impossible que M. Ricard et M. Dufaure ne se trouvent pas, avant un mois, en état de flagrant antagonisme avec la majorité de la Chambre des députés. La majorité de cette Chambre n'est pas centre gauche, les nouveaux

ministres le savent mieux que nous. Ils comptent à peine vingt députés de leur groupe dans cette Assemblée. Dès lors, il faudra ou se retirer ou accepter une lutte que les principes de la politique centre gauche réprouvent. Il faudra que M. Ricard fasse ce que ses amis et lui-même trouvaient intolérable chez M. Buffet, ou qu'il donne sa démission.

Ces objections, que tous les esprits judicieux auront certainement entrevues avant que nous les formulions, n'empêchent pas les rédacteurs du Journal des Débats d'envisager l'avenir avec confiance. Ils raillent, ce matin, avec agréablement les gauches, et, par conséquent, M. Gambetta, leur chef, en leur disant: « Vous demandez un ministère homogène, en voilà un. » Cela est fort spirituel, mais les gauches vont répondre que le genre d'homogénéité ne leur va pas, et appuieront leur critique de leurs bulletins de vote. Que répondront les rédacteurs du Journal des Débats à cette argumentation brutale! que diront-ils lorsque les rédacteurs de la République française leur auront expliqué et prouvé qu'ils veulent un ministère homogène, mais dont l'homogénéité sera formée non des éléments du centre gauche, mais des éléments de la gauche pure? Hélas! le moment est assez mal choisi pour jouer sur les mots et pour plaisanter.

Tel qu'il est cependant, et toutes ces réserves de principe étant faites, le ministère trouvera chez les conservateurs ce concours qu'on pourrait qualifier de passif et qu'ils ne sauraient refuser à des hommes qui, même au nom de principes faux et funestes, et avec des armes imparfaites ou dangereuses, luttent contre l'anarchie. On ne saurait se lasser de dire que ce ne sont plus des questions politiques qui s'agitent en France, mais des questions sociales. M. Ricard peut être un rêveur, ce n'est point un sectaire. M. Dufaure est un libéral, mais aussi un autoritaire. Nous n'avons plus malheureusement à rechercher le bien, nous avons à fuir le pire: C'est pourquoi M. Dufaure et M. Ricard trouveront des soutiens surtout parmi ceux qu'en d'autres temps ils ont eux-mêmes combattus.

LETTRE DE PARIS

Paris, le 10 mars 1876.
La situation se complique, non pas seulement de jour en jour, mais d'heure en heure. Hier soir, les principaux membres de la gauche et de l'extrême gauche, après avoir eu connaissance de la formation du ministère centre gauche, se sont réunis et ont déclaré que ce ministère serait combattu et repoussé par un ordre du jour. Cet arrêt de mort est signifié, ce matin, par le journal de M. Gambetta.

La République française dit, d'un ton sévère et hautain: « Ce n'est pas là un ministère de majorité. C'est un ministère de coterie. Le temps de ces sortes d'arrangements est passé. Quand la France a parlé, il n'y a qu'à l'entendre et qu'à lui obéir. Qui donc mérite de substituer à sa volonté les caprices plus ou moins ingénieux de l'esprit d'hommes politiques qui prétendraient la gouverner en sens contraire de ce qu'elle demande. La France veut que l'on fasse un Gouvernement républicain, actif, durable et capable de mener à bonne fin la tâche qui s'offre à lui. Elle ne se soucie nullement de voir que l'on songe à restaurer des fortunes politiques ébranlées, et à donner satisfac-

tion à des groupes aujourd'hui noyés dans une majorité plus forte, plus compacte et plus résolue. Dans les deux Chambres, dans celle des députés notamment, la liste ministérielle dont on parle a été accueillie avec plus qu'une extrême froideur; dans le public il y a eu comme un sentiment de déception qui est la condamnation absolue d'une combinaison de ce genre. Il importe de bien comprendre que c'est là une faute grave. Il y a dans la formation de cette liste ministérielle la violation de l'une des règles essentielles du régime parlementaire, et personne ne peut songer à la révoquer de son approbation. Il faut s'arrêter dans cette voie; ce que l'on propose n'est pas acceptable. »

Le Rappel prend le ton du persiflage comme gens qui se sentent les mains liées. Le Siècle n'est pas moins impitoyable. Le Siècle se montre disposé à faire crédit au ministère du centre gauche, mais à la condition qu'il exécutera le programme de la gauche.

L'Opinion nationale se montre disposée à soutenir le nouveau ministère, ce qui indiquerait des dispositions favorables de la part de M. Jules Grévy et de quelques-uns de ses amis; mais ce petit groupe ne suffirait pas pour donner la majorité au ministère de centre gauche, car il ne faut pas oublier qu'il y a, dans la Chambre des députés, cent bonapartistes qui voteront contre des ministres considérés comme livrés à l'influence orléaniste.

Le choix de M. Ricard qui, comme M. Buffet, n'a pu être élu, ni sénateur, ni député est généralement jugé, d'une rare maladresse.

Je vous écrivais, il y a quelques jours, que les ducs de Broglie et Decazes étaient toujours très-écoutés à l'Assemblée; il faut ajouter que le duc d'Audiffret-Pasquier, M. Bocher, le comte d'Haussonville, dont la politique a fait avorter la victoire du 24 mai 1873, a empêché la monarchie d'être rétablie, a dissous la majorité conservatrice, a fait la république le 25 février, veut aujourd'hui la livrer au centre gauche et finit par proposer le maréchal de M. de MacMahon dans cette combinaison. Il est difficile de choisir que l'une de ces trois alternatives.

On abdiquer; Ou livrer le pouvoir aux gauches, ce qui serait une abdication; Ou avoir recours à des mesures extraparlimentaires.

Le soin mis par M. Dufaure de prendre le titre de président du Conseil et de déléguer toute responsabilité au maréchal vis-à-vis un vote quelconque des Chambres, est un fait qui, dans la crise actuelle, mérite une sérieuse attention et peut entraîner de graves conséquences.

Le Journal des Débats dit à ce sujet: « M. Dufaure reprend aujourd'hui le titre de président du Conseil, à la place du titre de vice-président, titre qui rappelle une époque où le chef du pouvoir exécutif croyait devoir se retirer devant un vote de l'Assemblée nationale, malgré l'appui qu'il aurait pu trouver dans une Constitution à l'état un peu trop embryonnaire. »

On peut affirmer que tout le clan gambettiste a le ferme espoir d'annuler le centre gauche dans les nouvelles Assemblées.

D'après ce qui se dit à la République française, le centre gauche ne serait

plus qu'une infime minorité, hors d'état de se recruter à l'avenir. « Les nouveaux élus républicains, prétend l'entourage de M. Spuller, ne veulent à aucun prix entendre parler de ce groupe bâtarde. »

Donc, le centre gauche restera réduit à ses forces actuelles.

Donc, il lui sera impossible de grouper autour de lui une majorité de gouvernement.

On voit d'ici la conséquence.

Dans l'organisation des bureaux, le Sénat a donné la majorité à la droite, et la Chambre des députés à la gauche; on voit donc déjà se dessiner l'antagonisme entre les deux chambres.

M. Decazes a télégraphié à Londres pour expliquer qu'en nommant un commissaire près la Banque d'Égypte, il n'entendait nullement désapprouver, au contraire, l'idée à laquelle la diplomatie française promet tout son concours.

Triste coïncidence d'accusations en concessions.

En Grèce, les ministres sont devant la haute-cour pour crime de simonie; En Prusse, procès de haute trahison contre le comte d'Arnim;

En Italie, la signature du Roi est faussée pour une somme considérable; A Bucharest, demande de poursuites contre l'ancien ministre;

En Amérique, la concussion du général Belknap, ministre de la guerre, déshonore l'administration publique; En France, on courbe la tête devant l'ex-gouvernement du 4 septembre.

Et tout ce qui se passe sous nos yeux donne beaucoup d'appui à ces pensées suivantes de M. de Bonald:

« Des sottises faites par des gens habiles; des extravagances dites par des gens d'esprit; des crimes commis par d'honnêtes gens..... Voilà les révolutions. »

« Dans l'état où se trouvent aujourd'hui les deux mondes, il en faudrait un troisième, ou pussent se réfugier tous les malheureux et tous les mécontents. »

« L'Amérique, dans l'autre siècle, sauva peut-être l'Angleterre d'un bouleversement total. Cette dernière ressource manque aujourd'hui: au pauvre genre humain, et il ne lui reste plus de nouveau monde que l'autre monde. »

« Les conservateurs et les journaux bonapartistes sont, ce soir, ceux qui se montrent le moins hostiles au ministère Dufaure-Ricard. »

La baisse accrue par la baisse cet enfacement du centre gauche. Les capitaux disponibles s'entassent dans les banques de dépôts ou recherchent du papier sur l'étranger. Le papier manque et le change de choix sur Londres, se traite à 25-25.

La baisse aurait été encore plus forte, si on n'avait tenu à n'effrayer ni le public à Paris, ni la province.

DE SAINT-CHÉRON.

LETTRE DE VERSAILLES

Versailles, le 10 mars 1876.
Autant l'animation était grande hier et avant-hier, autant le calme est aujourd'hui profond. On valide avec rage: il faut absolument que les Chambres soient constituées au plus vite; car c'est après la constitution seulement des deux Assemblées que le nouveau ministère nous signifiera son programme. Jusque-là silence, complète réserve.

Le Journal Officiel a donné le nom des nouveaux ministres; mais il n'a pas confirmé la nomination de M. de Marcère au poste de sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur. M. de Marcère reviendrait-il sur une résolution qui pa-

raissait définitive hier soir? Les uns l'affirment, les autres nient, mais tout le monde a trouvé légèrement bizarre une combinaison qui fait d'un député le subordonné d'un homme politique que ses anciens commettants n'ont point rêlé.

« Quoiqu'il en soit, l'impression est assez favorable; les conservateurs préfèrent de beaucoup le ministère actuel à celui dont ils ont été menacés, et les négociations entamées avec M. Casimir Périer avaient pour objectif de garantir ou obtenir la confiance de M. Gambetta et de ses collaborateurs, mais nos amis n'auraient pu lui accorder leur concours, nous savons trop, en effet, de quelles qualités M. Casimir Périer est capable. »

« L'honorable sénateur de l'Aube nous achèverait par la voie la plus courte au radicalisme le plus dangereux; M. Ricard, au contraire, s'il exécutait le programme conservateur, auquel il a donné son adhésion, pourrait bien, sinon supprimer le péril, du moins l'écartier pendant une période de mois plus ou moins longue. »

Voilà tout ce que nous avons à dire pour le moment. Nous jugerons le nouveau ministère à ses actes, sans vouloir lui déclarer une guerre systématique, mais également décidés à exercer contre lui notre droit de critique, dans le cas où il compromettait la cause de la conservation sociale par une attitude faible ou par des mesures suspectes. Les droites délibèrent en ce moment sur les projets de réunion mis en avant par quelques membres des anciens groupes parlementaires. Il serait question de constituer un groupe comptant de 50 à 60 membres de l'Assemblée appartenant aux divers nuances du parti conservateur, sauf au parti de l'appel au peuple, avec lequel les royalistes refusent absolument de fusionner. Ce groupe serait présidé soit par M. Chesnelong, soit par M. Keller.

Bien entendu, je vous rapporte ces bruits sans vouloir leur accorder plus d'importance qu'ils n'ont en réalité, mais en attendant les décisions de nos amis, j'ai cru devoir vous faire part de rumeurs qui, pour le moment, paraissent très-probablement.

On me communique en ce moment les noms des candidats à la vice-présidence, qui semblent avoir le plus de chances d'être élus. Ces noms sont ceux de MM. Keller, Bardoux, et Victor Lefranc. Les gauches voudraient substituer à ce dernier le radical Lépère, mais on pense que ce citoyen sera écarté. A. Z.

SÉNAT

Séance du 10 mars 1876.
PRÉSIDENCE DE M. GAUTHIER DE RUMILLY.

La séance est ouverte à 3 h. 1/2.
Après l'adoption du procès-verbal, qui donne lieu à une réclamation peu importante de M. de Chambrun, l'Assemblée valide 175 élections, entre autres celles du Finistère, du Pas-de-Calais, du Gard, du Rhône, de Lot-et-Garonne, de la Gironde, des Vosges, de la Seine-inférieure et de la Seine.

Le Sénat décide qu'il se constituera définitivement lundi.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 10 mars 1876.
PRÉSIDENCE: M. JULES GRÉVY.

La séance est ouverte à 3 h.
M. Janvier de La Motte fils, donne lecture du procès-verbal, qui est adopté.

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 12 MARS 1876.
— 42 —

Le Trésor de l'Abbaye

(Faisant suite à PATRICA.)
PAR RAOUL DE NAVERY

X
L'HEURE DE LA LUTTE
(SUITE).

— Les républicains ont menti à leurs promesses et lacéré leur signature... l'autre nuit une colonne républicaine a pris la route de Saint-Aubin; puis après avoir investi l'abbaye, elle a brisé les portes.

Dès le commencement de la lutte dont je prévoyais assez l'issue, je rassemblai les pères dans la grande salle, et nous attendîmes les soldats qui devaient se faire des bourreaux.

— Il fallait un prétexte à cette agression.

— Les sans-culottes en ont toujours un à leur disposition. Comme je demandais à l'officier qui les commandait le motif de cette invasion inqualifiable, il me répondit: — « Vous cachez ici des aristocrates, et nous venons les

arrêter; vous conspirez contre le pays, et vous manquez à la parole que vous aviez donnée au pouvoir révolutionnaire de rester complètement au dehors des affaires de la politique. » — Ce jour-là, mon frère, nous ne cachions point de proscrits à Saint-Aubin, mais, vous le savez à l'avance, quand bien même nous aurions su nous exposer au péril qui nous menaçait à cette heure, nous n'en eussions pas moins reçu les malheurs que l'on proscrit aujourd'hui sans pitié, et dont le seul crime est de garder au Roi la fidélité qu'ils lui ont jurée... Les soldats se répandirent dans le couvent, le fouillèrent de fond en comble, pillant les objets de valeur, brisant ceux qu'ils ne pouvaient emporter, détruisant par amour du désordre, et par haine de tout ce qui avait été consacré à Dieu.

Pendant ce temps, réunis dans la grande salle, gardés à vue, insultés par une poignée de soldats, nous offrions à Dieu de ferventes prières. Le danger nous semblait imminent, et nous nous attendions à être emmenés prisonniers par les soldats, malgré le peu de succès de leurs recherches. Nous les estimions trop encore. Exaspérés de n'avoir rien découvert dans l'abbaye qui fût de nature à nous rendre passibles de la justice, si partielle qu'elle fût, ils résolurent de satisfaire sur nous leur cruau-

té et d'apaiser leur soif de sang dans la maison des fils de saint Bernard. En un instant, et sans que nous ayons pu prévoir une agression si monstrueuse, les soldats saisirent leurs armes et une fusillade épouvantable éclata dans la salle. Les balles sifflent, les frères tombent. On entend à la fois des prières au ciel, des blasphèmes et des cris arrachés par la douleur. Les vitres volent en éclats, le réfectoire devient le théâtre d'une effroyable scène de massacre; le sang coule sur les dalles, des lambeaux de cervelles fumantes se collent sur les murailles; quelques moines sont achevés à coups de crosse de fusil.

Pendant cette boucherie, un jeune novice parvint à ouvrir la fenêtre, il s'échappa par cette issue, deux des nôtres le suivent... Un combat déchirant se livre dans mon âme: je me demande si j'ai le droit d'abandonner mes fils massacrés, s'il ne faut pas que le pasteur tombe au milieu de ses brebis... ou si je n'ai pas l'obligation de tenter de sauver ma vie... Je n'apportais pas une leçon, pas un exemple à l'Église en me faisant briser le crâne et trouer la poitrine par un groupe de misérables. Dieu pouvait me réserver pour une mission encore ignorée... je profitai d'une minute pendant laquelle les bourreaux lassés, et s'imaginant avoir fini leur tâche sanglante, remuaient du pied

les morts entassés dans la salle... Je rampai vers la fenêtre, je l'escaladai, et je me trouvai dans le jardin... quoique blessé je pus me mettre à l'abri assez rapidement pour que la meute lancée à ma poursuite restât dans l'impossibilité de m'atteindre... J'attendis la nuit pour sortir de ma cachette; les soldats venaient de commencer une orgie, qui devait se terminer par la ruine totale de notre maison... A cette heure, il ne reste plus qu'un foyer inconscient de la pieuse création d'Olivier de Lamballe... Blessé, saignant, épuisé de fatigue, j'ai trouvé un abri chez des métayers; un brave homme m'a prêté cet habit, et grâce à mon travestissement j'ai pu arriver jusqu'ici sans être inquiété par les soldats parcourant les routes en tous sens pour démolir les chaâteaux, profaner les églises, et brûler les couvents...

— Je vous remercie d'avoir choisi l'abbaye de Léhon pour lieu d'asile, répondit le père Athanase en pressant les mains de l'ancien supérieur de la maison des fils de saint Bernard.

— J'hésitais cependant à venir, mon frère.

— Pour quelle raison?

— J'amènerais doubla persécution à ma suite.

— Gardez-vous de le croire, et encore, dussiez-vous dire une vérité, soyez certain que moi et tous les pères placés

sous ma direction, nous nous trouverions heureux et fiers de vous abriter sous notre toit, quand même la foudre le devrait frapper demain.

— Sainte charité, dit l'abbé de Saint-Aubin, voilà bien ton langage!

Le son de la cloche interrompit les deux vieillards, ils se rendirent au chœur où l'hôte de Léhon prit place à côté du père Athanase.

Une large psalmodie remplit bientôt le vaisseau de l'église gothique, et jamais les moines ne lancèrent vers le ciel les divines prières de David avec plus de ferveur qu'à cette heure terrible où le danger les entourait, montant vers eux comme une marée.

Quand les chants eurent cessé, le père Athanase réunit les frères dans la salle du chapitre. Puis dans une allocution chaleureuse, il leur raconta ce qui venait de se passer à Saint-Aubin et les encouragea à regarder la mort sans se plaindre.

— Nous n'avons pas le droit de courir au devant du martyre, leur dit-il, mais nous devons garder la force de l'attendre sans terreur. Béni soit le trépas qui nous rapproche d'un Dieu pour qui nous avons tout sacrifié! Nos longues veilles, nos macérations, nos travaux vont recevoir leur récompense; si nous criions au Seigneur: Misereere parce que jamais l'âme n'est pure pour

Celui qui voit des taches dans le soleil, répétons encore avec plus de force et d'enthousiasme le Te Deum qui nous rappelle des idées de gloire et de triomphe. Nos frères de Saint-Aubin sont tombés sous les balles républicaines! Dieu nous réunisse à ces pieux martyrs! Vivons désormais dans la pensée que le jour qui nous éclaire est le dernier de nos jours; que notre cœur cessera de battre, notre cerveau de penser, notre bouche d'achever la prière commencée avant que le soleil ait disparu dans la mer... et réjouissons-nous d'avoir été trouvés dignes de souffrir pour l'amour du Christ. Jusqu'à ce que notre tour arrive de tomber au pied de l'autel et de signer notre fidélité de notre sang, les portes de Léhon seront toutes grandes ouvertes aux proscrits.

Par un mouvement spontané, tous les moines tombèrent à genoux.

Le père Athanase les bénit.

— Pour le temps et pour l'éternité

(A suivre.)